

Huitième Conférence, suite et fin (9) :

L'Alliance s'adressa au Conseil général pour lui demander de l'accepter dans l'Internationale, mais de l'accepter comme une société particulière avec son statut et son programme propres.

Nous abordons maintenant le point le plus épineux. Comme Marx jouissait d'une grande influence dans le Conseil général, on le rend ordinairement responsable de toutes les décisions prises par ce dernier. C'est aller un peu trop loin. Mais, dans la décision concernant Bakounine, c'est Marx qui, effectivement, a la part principale de responsabilité. Si l'on en croit non seulement les partisans de Bakounine, mais aussi quelques marxistes qui prirent la défense de ce révolutionnaire brouillon, Marx a été trop brutal en opposant à la demande de l'Alliance un refus catégorique. Pour comprendre le fond de la discussion, figurez-vous, par exemple, qu'une organisation venant de se détacher d'une société démocratique quelconque s'adresse à l'Internationale communiste pour la prier de l'accepter dans son sein, mais de lui laisser le droit d'exister comme société ayant son programme à elle, et même le droit de convoquer son congrès spécial. On lui répondrait avec raison : Certes, mieux vaut tard que jamais, et si, enfin, vous avez compris que vous avez eu tort de vous lier avec la bourgeoisie, venez chez nous, vous serez les bienvenus, mais commencez par dissoudre votre organisation et répartissez-vous dans nos différentes sections. On ne saurait voir dans cette réponse une preuve d'hostilité ou d'aversion envers l'organisation en question.

En outre, il faut tenir compte de la circonstance suivante : En même temps que le programme de son Alliance, Bakounine avait envoyé une lettre personnelle à Marx, presque quatre ans après lui avoir écrit d'Italie pour lui promettre d'y travailler pour l'Internationale. Or, non seulement, il n'avait pas tenu sa promesse, mais il avait consacré toutes ses forces au mouvement bourgeois. Il écrivait maintenant à Marx, il est vrai, qu'il comprenait mieux que jamais combien celui-ci avait eu raison de choisir la large voie de la révolution économique et de railler ceux qui erraient dans les sentiers des entreprises nationales ou purement politiques. Et il ajoutait pathétiquement : "Depuis l'adieu public et solennel que j'ai dit aux bourgeois au congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des ouvriers. Ma patrie sera désormais l'Internationale dont tu es un des principaux fondateurs. Tu le vois donc, cher ami, je suis ton disciple et j'en suis fier".

Cette lettre a le don d'arracher des larmes d'attendrissement aux amis de Bakounine et de provoquer leur indignation contre Marx, l'homme sans cœur, qui a si brutalement repoussé la main qu'on lui tendait. Mehring lui-même ajoute qu'il n'y a nullement lieu de douter de la sincérité des déclarations de Bakounine.

Moi non plus, je n'ai pas l'intention de suspecter la sincérité de Bakounine. Mais, je vous en prie, mettez-vous à la place de Marx. Ce dernier, évidemment, était rude de nature, mais Mehring lui-même doit reconnaître que jusqu'à la fin de 1868, il avait fait preuve d'un grande tolérance à l'égard de Bakounine. Mais il y a des limites à tout. // suffit de relire attentivement la lettre de Bakounine pour comprendre que cette lettre sentimentale dut paraître peu convaincante à Marx. Elle était écrite non pas par un gamin, mais par un homme de plus de cinquante ans qui, une fois déjà, avait adhéré au "monde des ouvriers", mais uniquement pour l'oublier immédiatement et se réfugier dans le "monde de la bourgeoisie". Et après quatre ans de promiscuité avec ce monde, profondément déçu et désireux de s'engager à nouveau dans la voie large, Bakounine demandait à son adhésion à l'Internationale, mais posait des conditions vraiment excessives. Aussi Marx, qui en 1864, avait été par trop confiant envers Bakounine, se tint-il cette fois, et avec raison, sur ses gardes.

Lorsque le Conseil général repoussa catégoriquement la demande de Bakounine, ce dernier fit savoir que l'Alliance avait résolu de dissoudre son organisation et de transformer ses sections en sections de l'Internationale, mais en conservant son programme théorique. Le Conseil ne consentit à admettre les sections de l'ancienne Alliance qu'aux conditions générales.

Tout, semblait-il, s'était bien terminé. Mais bientôt Marx soupçonna, non sans raison, que Bakounine avait simplement trompé le Conseil général, que, tout en dissolvant officiellement sa société, il en avait conservé effectivement l'organisation centrale pour arriver à mettre la main sur l'Internationale. C'est ce point précisément qui fait le fond du litige. Nous sommes prêts à admettre que Marx était un méchant homme, et Bakounine un ange de bonté. Mais là n'est pas la question, quoique Bakounine, on le sait, eût lui aussi pas mal de défauts. Ses défenseurs doivent nous répondre clairement à cette question : Existait-il véritablement une telle organisation secrète ? Bakounine s'était-il permis de bernier le Conseil général en l'assurant qu'il avait dissous sa société ?

Malgré mon amour aveugle pour Marx, qui m'a attiré les reproches de Mehring, je consentirais à reconnaître avec lui que Bakounine avait été indignement calomnié si feu Guillaume, ancien ami de Bakounine et historien de l'Internationale, avait démontré que l'Alliance fut réellement dissoute. Mais, par malheur, elle continua d'exister et ne cessa de mener une lutte acharnée contre l'Internationale. Dans cette lutte, notre brave Bakounine mit en œuvre tous les moyens qu'il jugeait nécessaire pour atteindre son but. Je ne le lui reprocherai pas. Mais il est ridicule de voir ses partisans s'efforcer d'en faire un homme ne recourant jamais aux moyens risqués et, comme l'assure un de ses défenseurs les moins intelligents, n'ayant jamais aucune arrière-pensée.

Quel était donc le but pour lequel Bakounine n'hésitait pas à mettre en œuvre tous les moyens ? Destruction de la société bourgeoise, révolution sociale, voilà ce que voulait Bakounine. Mais Marx, lui aussi, s'assignait le même but. Donc, les divergences, de vues portaient sur un autre point. En effet, Marx et Bakounine étaient en complet désaccord sur les moyens à employer pour atteindre ce but.

Tout d'abord, il faut détruire, pour qu'ensuite tout se reforme de soi-même, et le plus vite sera le mieux. Il suffit de soulever les intellectuels révolutionnaires et les ouvriers exaspérés par la misère. Pour cela, il faut avoir un groupe composé d'hommes résolus, animés du feu sacré. Voilà en substance toute la doctrine de Bakounine qui, au premier abord, rappelle celle de Weitling. Mais cette ressemblance n'est que superficielle. De même, la doctrine de Bakounine n'a qu'une analogie superficielle avec celle de Blanqui. Bakounine ne voulait pas entendre parler de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il niait toute lutte politique dans la mesure où elle était menée sur le terrain de la société bourgeoise existante et tendait à assurer des conditions plus favorables pour l'organisation de classe du prolétariat. C'est pourquoi Marx et tous ceux qui, avec lui, jugeaient nécessaire de mener la lutte politique, d'organiser le prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, étaient, aux yeux de Bakounine et de ses adeptes, des opportunistes invétérés retardant l'avènement de la révolution sociale. C'est pourquoi les bakouninistes sautèrent sur l'occasion de représenter Marx comme un homme qui, pour la réalisation de ses idées, n'hésitait pas à falsifier les statuts de l'Internationale. Publiquement, en particulier dans leurs lettres et circulaires, ils agonisèrent Marx d'injures, ne reculèrent même pas devant des sorties antisémites, et allèrent jusqu'à accuser Marx d'être l'agent de Bismarck.

Bakounine avait de nombreuses liaisons en Italie et en Suisse. Il avait acquis beaucoup de partisans en Suisse, principalement en Suisse romande. Je ne puis vous détailler les raisons de son succès, car cela nous entraînerait trop loin. Je me bornerai à vous dire que sa propagande fut la plus fructueuse parmi les ouvriers d'occasion et les artisans horlogers, fortement atteints par la concurrence de la grande industrie horlogère.

Lorsque Bakounine se présenta au congrès de Bale, il avait déjà pour lui, un groupe considérable. Comme il arrive fréquemment en pareil cas, la première bataille s'engagea sur une question tout autre que celle qui faisait le fond du désaccord. Bakounine, qui s'élevait si violemment contre tout opportunisme, réclamait avec une insistance particulière que la suppression du droit d'héritage fût adoptée comme une des revendications du moment. Se conformant à la note-rapport de Marx, les délégués du Conseil général démontraient que cette mesure, comme l'indiquait déjà le *Manifeste communiste*, n'était qu'une mesure de transition que le prolétariat prendrait lorsqu'il se serait emparé du pouvoir politique. En attendant, on ne pouvait que réclamer l'augmentation de l'impôt-sur les successions et la restriction du droit de tester. Mais Bakounine ne tenait compte ni de la logique, ni des conditions réelles. Ce qui lui importait dans cette revendication, c'était le moyen d'agitation qu'elle représentait. Finalement, aucune résolution ne réunit la majorité.

Un autre conflit éclata entre Bakounine et le vieux Liebknecht. Le congrès de Bale était le premier auquel prit part un groupe considérable venu d'Allemagne. A ce moment W. Liebknecht et A. Bebel avaient déjà réussi, après une lutte de fraction acharnée contre Schweitzer, à organiser un parti spécial qui, à son congrès constituant d'Eisenach, avait adopté le programme de l'Internationale. L'organe central de ce parti avait fait une critique virulente de l'action de Bakounine dans la *Ligue de la paix et de la liberté* et avait exposé dans tous les détails ses anciens points de vue panslavistes. Mehring lui-même indique que, très longtemps, Marx s'était prononcé contre cette critique, mais comme nous l'avons déjà vu dans le cas Vogt, on le considérait comme responsable de tous les actes des marxistes, auxquels appartenaient Liebknecht et Bebel. Bakounine profita du congrès pour régler ses comptes avec Liebknecht. Tout se termina par une réconciliation, qui d'ailleurs ne fut que temporaire.

Le congrès suivant devait avoir lieu en Allemagne, à Mayence, mais il ne put se réunir. Aussitôt après le congrès de Bale, les rapports entre la France et l'Allemagne se tendirent à tel point que l'on pouvait s'attendre chaque jour à une déclaration de guerre. Bismarck, un des plus fameux fripons qui aient jamais existé, trompa habilement son ancien maître Napoléon et, après s'être équipé de pied en cap pour la guerre, arrangea les choses de façon qu'aux yeux du monde la France parût être l'agresseur.

La guerre en effet, éclata d'une façon tout à fait inattendue. Ni les ouvriers français, ni les ouvriers allemands n'étaient en état de l'empêcher. Quelques jours après la déclaration de guerre, le Conseil général publia une proclamation composée par Marx.

Elle commence par une citation de *l'Adresse inaugurale* de l'Internationale, dans laquelle est condamnée "la politique extérieure jouant sur les préjugés nationaux, poursuivant des desseins criminels et gaspillant le sang et le bien des peuples dans les guerres de rapine".

Suit un réquisitoire contre Napoléon. Marx dépeint succinctement la lutte de ce dernier contre l'Internationale, lutte qui s'est encore renforcée lorsque les internationalistes français ont entrepris une agitation acharnée contre Napoléon. De quelque façon que se termine la guerre, ajoute Marx, le second Empire est condamné. Il finira comme il a commencé, par une parodie.

Mais Napoléon est-il le seul coupable ? Pas du tout. Tous les gouvernements européens sont coupables. Il ne faut pas oublier en effet que ce sont les gouvernements et les classes dominantes d'Europe qui, pendant dix-huit années, ont aidé Bonaparte à jouer la comédie de la restauration de l'Empire.

Mais c'est contre sa patrie que Marx porte les coups les plus violents. Pour les Allemands, la guerre actuelle, dit-il, est une guerre défensive. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a donné à Napoléon la tentation d'attaquer l'Allemagne ? La Prusse. Elle a conclu un accord avec Napoléon contre l'Autriche. Si la Prusse avait été vaincue, la France, avec ses troupes, aurait envahi l'Allemagne. Or, qu'a fait la Prusse après sa victoire sur l'Autriche ? Au lieu d'opposer à la France asservie une Allemagne libre, elle a non seulement conservé intact l'ancien régime prussien, mais y a ajouté encore tous les traits caractéristiques du régime bonapartiste.

La première phase, la phase décisive de la guerre, fut d'une rapidité foudroyante. L'armée française n'était nullement préparée. Malgré la déclaration présomptueuse du ministre de la guerre, affirmant que tout était prêt jusqu'au dernier bouton, il s'avéra que si, en effet, les boutons étaient prêts, il n'y avait pas où les coudre. En six semaines environ, l'armée régulière française fut battue à plate couture et, le 2 septembre, Napoléon capitula avec son armée à Sedan. Le 4 septembre, la République était proclamée à Paris. Contrairement à la déclaration de la Prusse affirmant qu'elle ne combattait que l'Empire, les hostilités continuèrent. Ce fut alors la deuxième phase de la guerre, la plus longue et la plus acharnée.

Immédiatement après la proclamation de la République en France, le Conseil général publia son deuxième manifeste sur la guerre. Ce manifeste écrit également par Marx est, par la profondeur de l'analyse de la situation d'alors :

"Les patriotes allemands croient-ils sérieusement garantir effectivement la paix et la liberté de l'Allemagne en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si la fortune des armes, l'enivrement de la victoire et les intrigues dynastiques amènent la spoliation de territoires français, deux voies restent ouvertes pour l'Allemagne. Ou bien celle-ci deviendra l'instrument conscient des plans de conquête prussiens, politique en accord avec les traditions des Hohenzollern; ou bien, au bout d'un laps de temps très court, elle devra se préparer à une nouvelle guerre "défensive"; mais cette guerre ne sera pas une guerre "localisée", ce sera une guerre de races, une guerre avec les Slaves et les Latins alliés. C'est là la paix que "garantissent" à l'Allemagne les patriotes bourgeois obtus."

Cette prédiction aussi s'est réalisée à la lettre, comme ont pu le voir les patriotes allemands actuels non moins bornés que leurs ancêtres. Le manifeste se termine par l'exposition des tâches pratiques qui s'imposaient alors à la classe ouvrière. Il exhorte les ouvriers allemands à exiger une paix honorable et la reconnaissance de la République française. Aux ouvriers français, qui se trouvaient alors dans une situation encore plus embarrassante, Marx conseille d'avoir l'œil sur les républicains bourgeois et d'utiliser le régime républicain pour développer rapidement leur organisation de classe et obtenir leur émancipation.

Les événements ne tardèrent pas à justifier la méfiance de Marx envers les républicains français. Leur conduite infâme, leur dessein de faire alliance avec Bismarck plutôt que de consentir la plus légère concession à la classe ouvrière amenèrent la proclamation de la Commune. Après trois mois de lutte héroïque, ce premier essai de dictature du prolétariat, effectué dans les conditions les plus défavorables, se termina par un échec.

Le Conseil général n'était pas en état de fournir aux Français l'aide nécessaire. Paris était coupé par les troupes françaises et allemandes du reste de la France et du monde entier. La Commune, il est vrai, suscita les sympathies générales, et nous pouvons dire avec vérité que son sort émut vivement notre pays où, en avril et en mai 1871, un groupe de révolutionnaires dirigé par Gontcharov publia des feuilles volantes dans lesquelles il exhortait le peuple à suivre l'exemple des communards français.

Marx, qui pendant la Commune, comme le montre une de ses lettres (retrouvée par moi) à l'éminent internationaliste français Varlin, s'était efforcé d'entretenir des relations avec Paris, fut chargé par le Conseil général d'écrire un manifeste. Il y prit la défense des communards calomniés par toute la presse bourgeoise et montra que la Commune était une nouvelle grande étape du mouvement prolétarien, qu'elle était le prototype de l'État prolétarien qui assumerait la réalisation du communisme. Déjà sur la base de l'expérience de la révolution de 1848, Marx était arrivé à la conclusion que la classe ouvrière, après la prise du pouvoir politique, ne pourrait se borner à s'emparer de l'appareil étatique bourgeois, qu'il lui faudrait briser toute cette machine bureaucratique et policière. L'expérience de la Commune le convainquit définitivement de cette vérité. Elle montrait que le prolétariat, une fois maître du pouvoir, avait été obligé de créer son propre appareil étatique adapté à ses besoins. Mais elle avait montré également que l'État prolétarien ne pouvait se limiter au cadre d'une seule ville, fût-ce une capitale. Le pouvoir du prolétariat devait s'étendre à tout le pays pour avoir des chances de se consolider, et à une série de pays capitalistes pour remporter la victoire définitive.

Bakounine et ses adeptes tiraient au contraire de l'expérience de la Commune des conclusions différentes. Ils continuaient à combattre encore plus violemment toute politique et tout État, recommandant d'organiser, à la première occasion favorable, des "communes" dans des villes isolées qui, par leur exemple, entraîneraient les autres.

L'écrasement de la Commune eut des conséquences extrêmement fâcheuses pour l'Internationale elle-même. Le mouvement ouvrier français fut presque complètement interrompu pendant plusieurs années. Dans l'Internationale, il ne fut représenté que par les communards fixés soit en Angleterre, soit en France, qui avaient réussi à échapper aux poursuites et parmi lesquels sévissait la lutte de fraction la plus acharnée, lutte qu'ils transportaient au sein du Conseil général lui-même.

Le mouvement ouvrier allemand fut également fortement éprouvé. Bebel et Liebknecht, qui avaient protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et s'étaient solidarisés avec la Commune de Paris, furent arrêtés et condamnés à la détention dans une forteresse. Schweitzer, qui avait perdu la confiance de son parti, fut obligé d'en sortir. Les adeptes de Liebknecht et de Bebel, les eisenachiens, comme on les appelait, continuèrent de travailler à l'écart des lassalliens et ne commencèrent à se rapprocher de ces derniers que lorsque le gouvernement déploya ses rigueurs contre les deux partis en lutte. De la sorte, l'Internationale perdit du coup son appui dans les deux principaux pays de l'Europe continentale.

Mais, dans le mouvement ouvrier anglais lui-même, il se produisit un revirement. La guerre entre les deux pays les plus développés du continent au point de vue industriel n'avait pas été moins profitable à la bourgeoisie anglaise que ne l'a été la dernière grande guerre mondiale à la bourgeoisie américaine. La bourgeoisie anglaise fut alors en état de prélever sur ses bénéfices fabuleux une certaine part qu'elle distribua aux nombreux ouvriers employés dans les principales branches de l'industrie. Les syndicats obtinrent une plus grande liberté d'action. Quelques anciennes lois dirigées contre eux furent supprimées. Ces réformes influèrent sur quelques membres du Conseil général qui jouaient un rôle important dans le mouvement trade-unioniste. A mesure que l'Internationale devenait plus radicale, beaucoup d'entre eux se faisaient de plus en plus modérés. Formellement, ils restaient membres du Conseil général, mais ils utilisaient leur titre dans leurs intérêts personnels. La Commune et les attaques furieuses qu'elle provoquait contre l'Internationale les effrayait. Ils se hâtèrent de se désolidariser du manifeste sur la Commune de Paris, quoiqu'il eût été écrit par Marx sur l'ordre du Conseil général. Une scission se produisit sur ce terrain dans la section anglaise de l'Internationale.

C'est dans ces conditions que fut convoquée enfin, en septembre 1871 à Londres, la conférence de l'Internationale. Elle eut à s'occuper principalement de deux questions. La première était l'ancienne question litigieuse de la lutte politique. Un des motifs qui incitèrent la conférence à s'en occuper fut la conduite des bakouninistes, qui continuaient à accuser Marx d'avoir intentionnellement falsifié le statut de l'Internationale pour imposer à cette dernière son opinion. La résolution, cette fois, donna une réponse qui ne pouvait laisser aucun doute et signifiait la défaite complète des bakouninistes.

Comme probablement peu d'entre vous la connaissent et qu'elle est très importante, je vous en lirai la dernière partie.

Considérant :

Que la réaction effrénée réprime par la violence le mouvement émancipateur des ouvriers et cherche par la force brutale à maintenir la division en classes et la domination politique des classes dominantes qui en résulte ;

Que cette organisation du prolétariat en un parti politique est nécessaire pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final : l'abolition des classes ;

Que l'union des forces ouvrières est déjà obtenue par la lutte économique et doit être également un levier entre les mains de la classe ouvrière dans sa lutte contre le pouvoir politique des exploités ; La Conférence rappelle à tous les membres de l'Internationale que, dans le plan de combat de la classe ouvrière, son mouvement économique et son activité politique sont indissolublement liés.

Mais la conférence eut encore à s'occuper des bakouninistes pour une autre raison. Le Conseil général était de plus en plus persuadé que, malgré toutes les assurances données par Bakounine, sa société secrète continuait d'exister. C'est pourquoi la conférence adopta une résolution interdisant dans l'Internationale l'organisation de toute autre société ayant un programme spécial. A ce propos, elle prit de nouveau acte de la déclaration des bakouninistes sur la dissolution de l'Alliance et déclara l'incident clos.

Mais il y avait encore une autre décision qui devait particulièrement inquiéter Bakounine et ses adeptes russes. La conférence déclara catégoriquement que l'Internationale n'était pour rien dans l'affaire de Nétchaev, qui s'était arrogé et avait exploité pour ses fins le titre de membre de l'Internationale.

Cette décision était dirigée exclusivement contre Bakounine qui, on le sait, était depuis longtemps lié avec Nétchaev, révolutionnaire russe qui s'était enfui en mars 1869 à l'étranger. L'automne de cette même année, il était revenu en Russie, investi de pleins pouvoirs par Bakounine, et avait organisé à Moscou un groupe spécial. Soupçonnant l'étudiant Ivanov de vouloir trahir l'organisation, il l'avait, avec l'aide de quelques camarades, tué non loin de l'académie Pétrovsko-Razoumovskoié et s'était de nouveau enfui à l'étranger. Cette affaire amena l'arrestation des membres de sa nouvelle organisation, ainsi que de plusieurs étudiants pétersbourgeois en rapport avec lui. Tous furent déferés aux tribunaux pendant l'été de 1871. Cette affaire est connue sous le nom d'affaire Nétchaev. Au cours du procès, on publia un grand nombre de documents qui furent utilisés par l'accusation. Cette dernière confondit la société de Bakounine et sa section russe avec l'Internationale. Mais il suffit de comparer ces documents aux écrits de Bakounine pour en reconnaître l'auteur véritable. Ils ne se distinguent des autres appels analogues écrits par Bakounine pour ses camarades d'Occident que par une plus grande franchise et, dans les parties, rectifiées et complétées par Nétchaev, par une certaine gaucherie et une certaine lourdeur d'exposition.

On a coutume de dire que Bakounine était tombé sous l'influence de Nétchaev, qui le trompait et l'utilisait pour ses buts personnels. En réalité Nétchaev, homme peu instruit, récusant comme inutile tout travail théorique, était doué d'une énergie, exceptionnelle, d'une volonté de fer ; révolutionnaire dévoué corps et âme à la cause, il prouva plus tard devant ses juges et en prison son courage inébranlable et sa haine irréductible pour les oppresseurs et les exploités du peuple. Prêt à tout, ne dédaignant aucun moyen pour atteindre le but auquel il avait consacré sa vie, il ne s'abaissait jamais à des moyens bas lorsqu'il s'agissait de lui personnellement. Sous ce rapport, il était incomparablement supérieur à Bakounine qui, pour ses buts personnels, était prêt à toutes les transactions. La supériorité de Nétchaev sous ce rapport ne fait aucun doute, et tout montre que Bakounine lui-même la reconnaissait, qu'il appréciait hautement et respectait Nétchaev, quoique ce dernier lui fût considérablement inférieur au point de vue intellectuel.

Mais il serait naïf d'en conclure que Nétchaev avait imposé à Bakounine ses propres points de vue révolutionnaires. Au contraire, il était lui-même l'élève de Bakounine, mais alors, que notre apôtre de la destruction se montrait fréquemment révolutionnaire illogique et inconséquent, Nétchaev se distinguait par une logique intransigeante et tirait de la théorie de son maître toutes les déductions pratiques qu'elle comportait. Bakounine lui ayant dit qu'il ne pouvait refuser d'accomplir le travail qu'il avait assumé (la traduction du *Capital*) parce qu'il avait touché un acompte, Nétchaev lui offrit de le libérer de cette obligation — ce qu'il fit très simplement : au nom du Comité révolutionnaire de la *Narodnaïa Rasprava*, il écrivit à la personne qui servait d'intermédiaire entre Bakounine et les éditeurs qu'elle laissât la paix à Bakounine si elle ne voulait pas être tuée. Comme Bakounine ne cessait de mettre au premier plan le *lumpenprolétariat*, qu'il considérait comme le promoteur véritable de la révolution sociale et opposait au prolétariat de la grande industrie, comme il jugeait que les criminels et les bandits étaient l'élément le meilleur de l'armée révolutionnaire, Nétchaev vint logiquement à la conclusion qu'il fallait organiser en Suisse des hommes résolus afin de procéder avec eux à des expropriations.

Finalement, Bakounine se sépara de son disciple, mais uniquement parce que la logique implacable et simpliste de Nétchaev l'épouvantait ; néanmoins il n'osa pas rompre publiquement avec lui, car Nétchaev avait en mains trop de documents compromettants pour lui.

Immédiatement après la conférence de Londres, la lutte redoubla d'intensité. Les bakouninistes déclarèrent ouvertement la guerre au Conseil général, qu'ils accusaient d'avoir cuisiné la conférence et imposé à toute l'Internationale le dogme de la nécessité d'organiser le prolétariat en un parti spécial pour la conquête du pouvoir politique. Ils réclamèrent la convocation d'un congrès qui résolût définitivement la question.

Ce congrès, auquel les deux parties se préparèrent avec ardeur, se réunit en septembre 1872. Pour la première fois, Marx y participa personnellement. Bakounine n'y était pas. Sur la question principale, le congrès confirma entièrement la résolution de la conférence, à laquelle il ajouta la phrase suivante presque littéralement empruntée à l'*Adresse inaugurale* de l'Internationale : "Comme les possesseurs du sol et du capital profitent toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat".

Après avoir examiné tous les documents sur l'affaire de l'Alliance et être arrivée à la conclusion que cette société continuait d'exister en tant que société secrète dans l'Internationale, la commission spéciale proposa d'exclure Bakounine et Guillaume. Cette proposition fut acceptée.

Dans la résolution d'exclusion, il était dit que Bakounine était en outre exclu pour un "fait personnel". Il s'agissait du fait que je vous ai mentionné à propos de l'affaire Nétchaev. Personnellement, j'estime que les raisons politiques suffisaient à motiver l'exclusion de Bakounine. Mais il est ridicule de faire de cette triste histoire, dans laquelle Bakounine fut victime de son manque de caractère, un prétexte à accusations contre Marx. Il est encore plus ridicule de dire que Bakounine fut exclu parce que, à l'instar de beaucoup de littérateurs, il avait touché une avance chez l'éditeur et n'avait pas fait son travail. Est-ce là une escroquerie ? Certes non. Mais quand les défenseurs de Bakounine, auxquels Mehring lui-même s'est joint dans la suite, disent que Marx ne devait pas imputer cela à un crime de Bakounine, ils ne comprennent pas ou ils oublient qu'il ne s'agissait pas de la restitution par Bakounine de l'avance reçue, mais de quelque chose de beaucoup plus sérieuse. Mehring, comme il lui arrive souvent, a pris le parti du littérateur. En effet, nombre d'écrivains, écrit-il, ne s'acquittent pas de leurs dettes envers les éditeurs dont ils ont reçu des avances. Certes, ajoute-t-il, ce n'est pas là un procédé très louable, mais on ne pend pas les gens pour de pareilles bagatelles. Par là Mehring montre qu'il n'a pas mieux compris que les anarchistes la discussion fondamentale qui se produisit au congrès de La Haye. Là où Bakounine et ses amis virent une étourderie très pardonnable, dont seul l'éditeur avait souffert, les membres de la commission, ayant en mains tous les documents, virent un abus criminel du nom d'une organisation ouvrière révolutionnaire que tous reliaient à l'Internationale, abus commis pour des fins personnelles, pour se libérer du paiement d'une dette. Si le document qui était entre les mains de la commission avait été publié à ce moment, il aurait fait la joie du monde bourgeois. Il avait été écrit par Nétchaev, mais, pour le fond, il correspondait parfaitement aux principes de Bakounine. Il faut ajouter que Bakounine se sépara de Nétchaev non pas pour cette affaire, mais parce que ce dernier, lui semblait-il, était porté à le considérer lui-même comme l'instrument de ses buts révolutionnaires. Il suffit de lire les lettres de Bakounine à ses amis pour voir combien il se gênait peu pour lancer contre ses adversaires, Marx y compris, non pas des accusations politiques — ce qu'il avait le droit de faire — mais des accusations personnelles. Nous savons maintenant que Bakounine était l'auteur du célèbre manuel à l'usage des révolutionnaires, manuel qui était attribué à Nétchaev et qui, publié au procès, provoqua l'indignation générale des révolutionnaires. Or, les amis de Bakounine n'avaient obstinément qu'il en fût l'auteur et rejetaient toute la responsabilité sur Nétchaev.

A la fin de ses travaux, le congrès de La Haye accepta la proposition d'Engels concernant le transfert de la résidence du Conseil général à New-York. Comme je vous l'ai déjà dit, l'Internationale à cette époque avait perdu son appui non seulement en France, où, depuis 1872, le seul fait d'appartenir à l'Internationale était un crime, non seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre. Ce transfert de l'organisme central de l'Internationale en Amérique était considéré comme provisoire. Mais il se trouva que le congrès de La Haye fut le dernier qui comptât dans l'histoire de l'Internationale. En 1876, le Conseil général publia à New-York un avis annonçant que la 1^{ère} Internationale avait cessé d'exister.